



ÉDITORIAL

L'affaire Epstein, ou l'omerta des dominants

PAR LAURENT MOULAUD, RÉDACTEUR EN CHEF

Difficile, encore, de mesurer les conséquences en cascade de l'affaire Epstein. Après la publication fin janvier, par le ministère de la Justice américain, de millions de courriels et de documents liés à ce sordide individu, la liste des personnalités impliquées ne cesse de s'allonger. En Angleterre, le prince Andrew, l'ancien ministre et ambassadeur aux États-Unis Peter Mandelson, le chef de cabinet du premier ministre britannique Keir Starmer. En Norvège, l'ex-premier ministre Thorbjørn Jagland. En France, l'ancien ministre de la Culture Jack Lang, contraint de démissionner de l'Institut du monde arabe. Des noms de célébrités, de tous les milieux, tournent en boucle sur les réseaux. Peter Thiel, Elon Musk, Bill Gates, Ehoud Barak, Bill Clinton, Donald Trump, Stephen Hawking, Noam Chomsky, Woody Allen, Mick Jagger... Jusqu'à l'éminence grise du mouvement pro-Trump Steve Bannon!

Face à cette avalanche de mis en cause, on peine encore à discerner le degré d'implication de chacun. Mais l'ampleur des révélations donne déjà une idée vertigineuse du réseau financier et orgiaque que le milliardaire pédocriminel, mort en détention dans des circonstances encore floues, a réussi à construire et à entretenir en dépit de ses condamnations. Certes, derrière le nom de Jeffrey Epstein, il y a la figure glaçante du prédateur sexuel. Celle du manipulateur. Mais surtout l'incroyable sentiment d'impunité de cette caste d'hommes persuadés de pouvoir « tout se payer », jusqu'au corps-trophée de jeunes filles, afin de satisfaire leur soif de domination.

Au fond, Epstein n'a rien inventé. Il a reproduit à grande échelle un système oligarchique viriliste, où argent, pouvoir et sexualité s'entremêlent sans entrave, où la possibilité de transgresser – les lois comme la morale – donne le sentiment d'accéder à quelque chose d'interdit au commun des mortels. Cette volonté de toute-puissance des élites

est aussi vieille que le monde. Et s'appuie sur un mécanisme fait de complaisance et de protection collective. Une omerta bien comprise entre dominants qui partagent des intérêts et se tiennent chacun par leurs petits secrets. Epstein a su jouer de cette mécanique à merveille. Il savait flatter les ego par son carnet d'adresses, générer une dette implicite par les services qu'il rendait et contrôler chacun par sa connaissance des situations compromettantes, voire criminelles.

Ce monde hors-sol, qui évolue au cœur des cercles économique, politique et médiatique, prospère sur le terrain fertile du patriarcat, qui considère les femmes comme des marchandises. Les victimes, souvent mineures, précaires et invisibilisées ont été broyées par une double domination : celle du sexe et celle de la classe sociale. Et ce n'est pas un hasard si, aujourd'hui encore, ces jeunes filles, dont il faut saluer le courage, doivent se battre pour être anonymisées dans les documents publiés quand l'identité de nombre d'agresseurs potentiels a été préservée.

Les révélations, qui ne manqueront pas d'éclater dans les semaines à venir, sont nécessaires. Mais elles ne doivent pas, non plus, servir de paravent pour les gouvernants de ce monde. Tous, à commencer par la France, doivent s'interroger sur l'état de leurs institutions et le contrôle effectif de ceux qui gravitent dans les sphères du pouvoir. Car le soupçon d'impunité alimente la défiance générale. Il fragilise le consentement à la loi et ouvre un boulevard aux discours complotistes et autoritaires. D'un scandale crapuleux, l'affaire Epstein deviendrait alors un poison pour nos démocraties. ●

Le soupçon d'impunité fragilise le consentement à la loi et ouvre un boulevard aux discours complotistes et autoritaires.